

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 23 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

OMYA SAS

« Le Bois des Huets »
58410 ENTRAINS-SUR-NOHAIN

Références : 220775
Code AIOT : 0005401517

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2022 dans l'établissement OMYA SAS, implanté au lieu-dit « Le Bois des Huets » - 58410 ENTRAINS-SUR-NOHAIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OMYA SAS
- « Le Bois des Huets » - 58410 ENTRAINS-SUR-NOHAIN
- Code AIOT : 0005401517
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le site est une carrière à ciel ouvert autorisée depuis 1999. Cette carrière fait partie des quatre carrières composant les « carrières de Jussy » sur les communes de Ciez et Entrains-sur-Nohain.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Extraction – épaisseur	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 21.1	/	Sans objet
3	Stockage des matériaux	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 22	/	Sans objet
8	Prévention de la pollution atmosphérique – Contrôle et suivi des rejets	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 32.1	/	Sans objet
10	Bruit – Contrôles	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 33.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bornage	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 12	/	Sans objet
4	Prévention de la pollution atmosphérique – transport interne des matériaux	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 28	/	Sans objet
5	Prévention de la pollution atmosphérique – Conception et aménagement	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 29	/	Sans objet
6	Prévention de la pollution atmosphérique – TRAITEMENT	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 30	/	Sans objet
7	Prévention de la pollution atmosphérique – Contrôle et suivi des rejets	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 32	/	Sans objet
9	Bruit – Niveaux acoustiques admissibles	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 33.1	/	Sans objet
11	Vibrations – Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 34.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Vibrations – Contrôles	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 34.2	/	Sans objet
13	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 38	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit justifier le dépassement de la cote de 214 m NGF auprès de l'inspection.
Il doit également veiller à évacuer rapidement les matériaux des banquettes après les tirs de mines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 12
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.
Constats : D'après le plan topographique d'octobre 2021, les bornes sont en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Extraction – Épaisseur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 21.1
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'extraction de calcaire concerne les horizons géologiques de l'oxfordien sur une épaisseur maximale de 45 m. En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous de la cote de 214 m NGF et à 2 m au-dessus du niveau des hautes eaux de la nappe phréatique.</p> <p>Après réalisation de la découverte, les matériaux seront extraits en laissant en place des gradins d'une hauteur ne pouvant excéder 15 m séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 10 m.</p>
<p>Constats : La hauteur des gradins est aux alentours des 10 m. Les banquettes font environ 10 m.</p> <p>En revanche, pour des raisons d'écoulement des eaux pluviales, une partie a été creusée à une cote inférieure à 214 m NGF.</p> <p>L'exploitant doit se justifier sur ce point et faire une proposition d'action permettant de respecter la cote de 214 NGF.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Stockage des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 22
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Le stockage des matériaux se fait sur le carreau de la carrière, à proximité de l'installation de concassage-criblage.</p> <p>Ils sont disposés en tas, d'une hauteur maximale de 15 m.</p>
<p>Constats : Le stockage des différents matériaux ne dépasse pas les 15 m.</p> <p>Les matériaux de plusieurs tirs de mines étaient présents sur les banquettes, en attente de traitement.</p> <p>Il convient d'éviter le stockage sur les banquettes.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique – Transport interne des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 28
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : À l'intérieur du site de l'exploitation, les matériaux sont acheminés du lieu d'extraction jusqu'aux installations de traitement ou de stockage : - par tapis transporteurs, - par engins lourds. Les pistes empruntées par ces engins sont entretenues en bon état et arrosées en période sèche.
Constats : L'inspection a eu lieu en dehors d'une période sèche. Le jour de l'inspection, les pistes étaient en bon état et entretenues
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique – Conception et aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 29
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend des dispositions pour éviter l'émission et la propagation des poussières : - les émissions de poussières sur les installations de traitement des matériaux doivent être, soit abattues par pulvérisation d'eau, soit captées et épurées, - la hauteur de chute des matériaux sur les tapis et les tas de stockage ne doit pas être supérieure à 3 m, - la surface des tas de matériaux pulvérulents doit être protégée ou traitée pour éviter la dissémination des poussières par le vent.
Constats : Un stock de matériaux fin (0-3 mm) émet un peu de poussière mais la hauteur de chute est inférieure à 3 m. Lors de l'inspection, peu de poussières a été observée avec les installations de traitement. Un tapis est utilisé pour acheminer les matériaux à l'usine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique – Traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 30
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Nonobstant les dispositions de l'article 29, l'exploitant doit réutiliser ou collecter puis épurer les rejets à l'atmosphère de l'installation de concassage-criblage.
Constats : Il n'y a pas de dispositif de canalisation sur le concasseur primaire, seule installation de traitement de la carrière. Étant une installation de traitement primaire, ce dispositif émet peu de poussière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prévention de la pollution atmosphérique – Contrôle et suivi des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 32
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder, à ses frais, par un organisme agréé par le ministère de l'environnement, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures et de prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées. Cette surveillance s'exerce sur chacun des points à raison d'un contrôle annuel s'il existe des émissions canalisées. Les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence, sont conservés par l'exploitant.
Constats : Les dernières analyses de poussière du 31/01/2022 au 03/03/2022, montrent des résultats ne dépassant pas les seuils fixés par l'AM du 22 septembre 1994.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prévention de la pollution atmosphérique – Contrôle et suivi des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 32.1
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Contrôle des retombées</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité des retombées de poussières. Celle-ci peut être commune avec l'usine.</p> <p>Les méthodes de prélèvement, mesures et analyses, de référence en vigueur à la date de l'arrêté, sont fixées conformément aux normes NFX 43 021 – 43 023 et 43 017.</p> <p>Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont à déterminer en accord avec l'inspecteur des installations classées au vu d'un projet établi par un organisme compétent.</p> <p>4 points de contrôles au moins seront implantés.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.</p> <p>Un rapport synthétise, chaque année, l'exploitation de ce réseau. Il est transmis à l'inspecteur des installations classées sur simple demande.</p> <p>Constats : Les analyses sont effectuées selon norme NFX 43 014, conformément à l'AM du 22 septembre 1994 modifié par arrêté du 22 octobre 2018.</p> <p>Lors de ces analyses, sept points de contrôle sont surveillés en incluant la jauge témoin.</p> <p>Une station météo est en place pour la mesure du vent en continu mais l'exploitant n'a plus d'ordinateur capable de récupérer les données depuis 1 an.</p> <p>L'exploitant doit être en mesure d'avoir accès aux données de la station météo.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Bruit – Niveaux acoustiques admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 33.1
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : En dehors des tirs de mines, les niveaux acoustiques admissibles sont fixés comme suit, en limite de la zone d'exploitation autorisée :</p> <p>65 dB(A) pour la période diurne de 6 h 30 à 21 h 30 sauf dimanches et jours fériés, 55 dB(A) pour la période nocturne allant de 21 h 30 à 6 h 30 ainsi que dimanches et jours fériés</p> <p>Sous réserve du respect de l'émergence de 3 dB(A) en limite de la zone d'exploitation autorisée.</p> <p>Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continue équivalent pondéré A : Laeq.</p> <p>L'évaluation du niveau de pression est effectuée sur une période d'au moins une heure représentative du fonctionnement le plus bruyant de l'installation.</p> <p>Le niveau de pression acoustique de crête généré par les tirs de mines ne doit pas dépasser 125 décibels linéaires en limite du site d'exploitation.</p>
<p>Constats : Les dernières mesures sont en date du 11/01/2022. D'après l'exploitant, la carrière et l'usine fonctionnent à plein régime depuis 2021. D'après ces analyses, l'émergence admissible n'est pas dépassée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Bruit – Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 33.2
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Un contrôle du niveau sonore est effectué dès l'ouverture de la carrière, en 3 emplacements définis en accord avec l'inspecteur des installations classées. Ces contrôles doivent être renouvelés tous les 3 ans.</p> <p>Les mesures sont transmises dans un délai de un mois à l'inspecteur des installations classées accompagnées, le cas échéant, d'un commentaire et de propositions.</p>
<p>Constats : Les résultats des mesures ne sont pas transmises à l'inspection. Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit les transmettre à l'inspection sous un mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Vibrations – Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 34.1
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les tirs ont lieu uniquement les jours ouvrés (samedis, dimanches et jours fériés exclus).
Constats : Il n'y a pas de tirs de mines les jours non ouvrés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Vibrations – Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 34.2
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le respect des vitesses fixées à l'article 22.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière aux emplacements et dans les conditions définies en accord avec l'inspecteur des installations classées. Les mesures sont renouvelées tous les 3 ans et lorsque les conditions de tirs sont modifiées. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées ; en cas de dépassement des valeurs limites, les résultats sont transmis à ce dernier dans les meilleurs délais.
Constats : Les dernières analyses datent du 25/11/2021, les résultats montrent une vitesse aux environs de 0.5 mm/s, ce qui n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Plan d'évolution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article Art 38
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan à l'échelle 1/2000^{ème} de la carrière. Sur ce plan sont reportées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m, - la position des fronts, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - les zones remises en état, - la position des ouvrages visés à l'article 18 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour une fois l'an. Il est transmis à l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Constats : Le plan d'évolution pour l'année 2022 est en cours, le géomètre est passé sur site durant la dernière quinzaine d'octobre.</p> <p>Le plan de 2021 est à l'échelle 1/2000^{ème}, tous les éléments imposés par l'arrêté préfectoral d'évolution susvisé figurent à ce plan.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet